



Avant-propos

« 66,73% »



par

Pierre Garello

Directeur de la rédaction

66,73 %. C'est le chiffre des abstentions au premier tour des élections régionales et départementales du 20 Juin dernier et l'on a du mal à ne pas voir dans ce nouveau record d'abstention le signe d'une démocratie malade, en panne, en danger. Quelle légitimité auront ceux qui « nous représenteront » dans ces différentes assemblées ? Et comment en sommes-nous arrivés là ? Si nous ne tentons pas de répondre directement à ces questions dans les pages de ce nouveau numéro du *Journal des libertés* nous vous proposons néanmoins des analyses dans lesquelles peuvent être puisés des éléments de réponse.

Nous ouvrons, en particulier, un « dossier éducation » (un thème que nous avons déjà rapidement abordé dans le numéro de printemps). Dans l'une des pièces de ce dossier, Philippe Nemo établit clairement un lien entre qualité du système éducatif et qualité de notre démocratie. Il écrit :

« S'il est vrai qu'une démocratie ne peut fonctionner qu'avec un peuple éclairé, il est strictement vrai que la démocratie française est désormais



en danger, et – ce qui est un comble – elle aura été mise en danger par son école ! »

Mais il ne s'agit pas simplement d'accuser, de dénigrer ; encore faut-il savoir identifier précisément ce qui cloche et doit être rectifié dans notre système éducatif actuel, et c'est précisément ce que vous trouverez dans cette contribution au *Journal* ainsi que dans les deux autres contributions du dossier éducation qui l'accompagnent.

Si l'éducation a indéniablement un lien fort avec la vie démocratique, il paraît raisonnable d'imputer plus généralement le désintérêt croissant pour les échéances électorales (66,73% !) à la pauvreté de l'offre politique qui elle-même serait directement corrélée à la pauvreté des débats de société. (On le sait, les candidats – fort rationnellement – cherchent avant tout à coller à l'humeur de leur électorat et pour cela reprennent les stéréotypes forgés au cours des débats d'idées auxquels assistent – à défaut d'y participer – leurs électeurs.) Et c'est pour cette raison que les autres contributions que vous trouverez dans ce numéro – contributions sur la façon dont on gère les finances publiques en France, sur le rôle du gouvernement avant, pendant et après la crise du Covid, sur la gestion que l'on entend faire de nos déchets, sur la façon dont on a enseigné l'économie dans nos universités, etc. – peuvent elles-aussi nous aider à redonner vie à notre démocratie.

Car si nous parvenons à redonner quelques couleurs au débat des idées, à le sortir de l'atonie dont il est frappé, sans doute les gens retrouveront ils le goût des idées. Et, partant de là, on peut se plaire à penser que de nouveaux talents émergeront qui voudront porter des idées plus censées, plus ouvertes au progrès tout en étant plus respectueuses de notre dignité d'individus libres et responsables.

Pour reprendre les propos d'Alain Laurent qui nous offre dans ce numéro une belle « note de lecture » sur le dernier ouvrage du prix Nobel Mario Vargas Llosa, nous espérons à travers ces pages fournir les éléments qui permettront de résister à « l'appel de la tribu », c'est-à-dire, à l'appel de ceux qui voudraient transformer notre société ouverte en une société close dans laquelle culture et liberté n'auront plus droit de



cité. Nous souhaitons – pour paraphraser cette fois-ci le prix Nobel de littérature – participer à la naissance (ou renaissance) de cet esprit critique qui viendra lézarder les murs de la société close et exposer l'homme à une expérience inconnue (ou oubliée) : la responsabilité individuelle.